

Soutien renouvelé de Washington à l'initiative régionale de paix pour le Burundi

PANA, 23 juin 2016 Bujumbura, Burundi - L'Envoyé spécial des Etats-unis d'Amérique pour la Région des Grands Lacs, Thomas Perriello, a déclaré jeudi, au terme d'une neuvième et discrète visite de bons offices depuis la fin de l'année dernière au Burundi, que son gouvernement continuera à soutenir "vigoureusement" le dialogue régional entre les différents protagonistes de la crise de plus d'une année, parrainé par la Communauté de l'Afrique de l'Est (Cae/Eac).

Une rencontre "informelle" avec la presse a été commandée à la dernière minute, sans que l'on sache, pour le moment, les raisons exactes de son annulation. La nouvelle visite de deux jours a permis à M. Perriello de s'entretenir avec certains membres du gouvernement burundais, les responsables des organisations de la société civile, les représentants du système des Nations unies et les chefs des missions diplomatiques sur la crise politique et sécuritaire dans le pays, précise un communiqué transmis à la PANA par l'ambassade des Etats-unis d'Amérique à Bujumbura. "Les Etats-unis continuent de soutenir vigoureusement le dialogue régional entre Burundais, parrainé par la Communauté est-africaine, sous la facilitation de l'ancien président tanzanien, Benjamin Milliam Mâkapa", souligne même source. « Nous croyons que c'est la meilleure et seule solution pacifique et durable à la crise », insiste le texte du communiqué. Ces derniers temps, l'ancien président tanzanien a accéléré la cadence des consultations séparées des différents protagonistes de la crise burundaise et compte réunir une plénière « avant fin juin ou début juillet prochain » pour dégager une solution consensuelle de sortie de l'impasse politique dans le pays. Lors de sa rencontre avec le ministre burundais de la Sécurité publique, le commissaire de police Alain Guillaume Bunyoni, M. Perriello a insisté sur l'importance du dialogue, la fin de l'impunité et des violations des droits humains ainsi que l'impact considérable sur l'économie du pays causé par la persistance de l'instabilité, d'après le communiqué. Le pays souffre particulièrement du gel des appuis financiers extérieurs consécutif à la crise; le Burundi dépendant normalement de l'étranger pour couvrir plus de 50% des besoins destinés à son développement socio-économique on dans les milieux d'affaires à Bujumbura. S'agissant de la nouvelle visite du diplomate américain à Bujumbura, nombreux dans l'opinion ont noté une évolution dans les positions jusque-là tranchées de Washington sur la crise au Burundi, notamment à travers un tête-à-tête entre M. Perriello et le ministre burundais de la Sécurité publique, le commissaire de police Alain Guillaume Bunyoni. Le ministre Bunyoni avait été mis sur la liste noire des responsables de l'appareil sécuritaire burundais ne pouvant plus voyager ou disposer de compte bancaire ouvert sur le sol américain pour leur rôle présumé dans la répression de la contestation populaire du troisième mandat présidentiel, l'année dernière. Par contre, l'ambassadeur américain n'a laissé entrevoir aucun signe de relâchement au sujet de la décision de Washington, début janvier dernier, de retirer le Burundi de la liste des pays bénéficiaires de facilités d'affaires sur le sol américain, dans le cadre du programme dit "Agoa". Lors de la symbolique rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, l'envoyé spécial des Etats-unis d'Amérique a soulevé son inquiétude "particulière" concernant les décès et emprisonnements récents, accusés de gribouiller la photo du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dans un manuel scolaire des sciences humaines. L'affaire généralisée des gribouillis a déjà valu la prison à une dizaine de personnes, certains encore mineurs, et des renvois, parfois par couples entières, depuis le mois de mai dernier, suscitant un vaste mouvement de réprobation dans les milieux des défenseurs des droits des enfants, aussi bien au Burundi qu'à l'étranger du pays. La sanction américaine est toutefois de portée symbolique pour le Burundi qui n'exporte pratiquement que de minimes quantités de café sur le marché mondial où d'autres débouchés restent ouverts, comme en Asie et au Royaume-uni. Le communiqué invite "toutes les parties au conflit actuel à renoncer à la violence, à permettre une participation et un débat politique paisible et à s'engager sur une voie pacifique et négociée à travers le dialogue régional". On rappelle que les Etats-unis sont des fervents défenseurs d'un ultime recours à une force militaire étrangère pour prévenir une nouvelle guerre civile au Burundi après celle encore traumatisante dans les esprits des citoyens qui a eu lieu entre 1993 et 2000 et pris fin sur plus de 300.000 tués et autour d'un million d'exilés internes et externes.